

Rapport de la visite Conjointe du Groupe de Coordination des Partenaires (GCP) au Sud Kivu du 27 au 31 mai 2024



Les membres du GCP en partance de l'aéroport de Kavumu, Sud Kivu, 31 mai 2024

Juin 2024

ACRONYMES

SIGLES	EXPLICATIONS
BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
CAPA	Centre d'Apprentissage Professionnel et Artisanal
CBCA	Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique
CCOAD	Cadre de Coordination et d'Orientation de l'Aide au Développement,
CLS	Comités Locaux de Sécurité
CONAFODH	Conseil National des Fora des ONG Humanitaires et de Développement de la RDC
DH	Droits de l'Homme
DSRSG	Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
ENABEL	Agence belge pour la coopération internationale.
EPNU	Equipe Provinciale des Nations Unies
EPIT	Équipe Provinciale Intégrée de Transition
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FONGI	Forum des Organisations Non Gouvernementale Internationale
IFI	Institutions Financières Internationales
IFAD	Fonds international de développement agricole
INSO	Organisation internationale de la sécurité des ONG
GA	Groupes Armées
GCP	Groupe de Coordination des partenaires
HCR/UNHCR	Haut-Commissariat des Réfugiés
NK	Nord Kivu
NU	Nations Unies
MONUC	Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo
ONGI	Organisation Non Gouvernementale Internationale
ONGN	Organisation Non Gouvernemental Nationale
OCHA	Office de Coordination des Affaires Humanitaires
PDDRCS	Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation
PNC	Police nationale Congolaise
POC	Protection des civils
PTF	Partenaires techniques et Financiers
PROMOST	Promouvoir la formation professionnelle axée sur le marché
RC	Coordonnateur Resident



République démocratique
du Congo

GROUPE DE
COORDINATION DES
PARTENAIRES

RDC	République Démocratique du Congo
SK	Sud Kivu
UNCT	Equipe Pays des Nations Unies
UNPC	Union National de la Presse Congolaise
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VS	Violences Sexuelles

Remerciements

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui sont intervenues d'une manière ou d'une autre au succès de cette visite qui revêt un intérêt capital pour les acteurs de développement et humanitaire.

Du 27 au 31 mai, en notre qualité de Co-Présidents du GCP, nous avons conduit la visite conjointe du Groupe de Coordination des partenaires et le Gouvernement dans la province du Sud Kivu. Cette mission a réuni une trentaine des participants-es dont 3 délégués du Gouvernement représentant le ministère des affaires étrangères et celui du Plan ainsi que les partenaires bilatéraux et multilatéraux. Nous signalons aussi la présence du Forum des ONGI et des ONG nationales sans oublier l'équipe provinciale des Nations Unies dont le soutien logistique a facilité notre séjour.

La Suisse, ayant son bureau de coopération au Sud-Kivu et les Pays-Bas à Goma se sont proposés comme co-organisateurs. La Suisse a mis à notre disposition une consultante, en la personne de Mme Christine Buesser, qui a assuré la modération et à la facilitation en assurant sa cohérence, tout au long de la mission.

Cette visite visait à donner un aperçu des solutions pour un développement durable, mises en œuvre par le gouvernement et les partenaires, dans un contexte du désengagement et de transition de la MONUSCO dans la province.

La délégation a mené des réflexions pour la poursuite de l'accompagnement de la transition au Sud Kivu, pouvant inspirer les prochaines étapes du Nord Kivu et de l'Ituri. Les conclusions de cette visite ont contribué aux processus politique du désengagement/transition notamment lors du rapportage de juin auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour assurer un retrait progressif, responsable, et durable de la MONUSCO.

Les informations réunies au cours de cette mission non seulement permettront une transition réussie au Sud Kivu, mais aussi faciliteront la tâche à l'étape de l'Ituri et du Nord-Kivu, prochaines étapes du désengagement de la MONUSCO.

« La MONUSCO part, mais les Nations Unies et les Partenaires Techniques et Financiers restent » pour dire que nous sommes là pour continuer à accompagner le Gouvernement

Evelien Boersma et Bruno Georges Lemarquis

Co-Présidents du GCP

I. RESUME EXECUTIF

Du 27 au 31 mai 2024, Le Groupe de Coordination des Partenaires (GCP), avec les délégués du Gouvernement national, ont mené une visite conjointe à Bukavu, dans la province du Sud Kivu.

La visite a été coorganisée par le bureau du Coordinateur Résident avec la Coopération Suisse et la Coopération Néerlandaise.

La délégation était composée de plus d'une trentaine des participants-es comprenant les représentants du gouvernement, les membres du GCP, d'un représentant des ONGI et d'un représentant des ONG nationales. Durant la visite, la délégation a tenu des séances de travail, des discussions en panel et a effectué quelques visites de terrain sur quelques projets et initiatives en cours.

Cette visite intervient dans un contexte marqué par le désengagement de la MONUSCO et le processus de transition en cours dans la province.

Le mandat de la MONUSCO s'est arrêté au 30 avril et elle va se retirer du Sud-Kivu au 30 juin 2024. Cela s'avérait important de comprendre les dynamiques du départ et l'impact potentiel sur certaines communautés, notamment en termes de protection des civils et des droits humains, et sur l'accès physique, la situation sécuritaire, la logistique et la vie socio-économique. L'Équipe Provinciale Intégrée de Transition, qui a été créée pour accompagner le processus de transition en identifiant les domaines prioritaires d'action au niveau provincial, a élaboré une feuille de route provinciale de transition présentée au cours de cette visite. La mise en œuvre de cette feuille de route nécessitera l'appui des partenaires techniques et financiers membres du GCP.

Ces différentes étapes ont permis à la délégation d'avoir une bonne compréhension sur les lacunes et les besoins en termes d'appui, de capacités et de financement pour une transition responsable et durable ; sur la feuille de route provinciale de transition définie par les autorités congolaises ; et sur les initiatives de leurs partenaires en appui à cette feuille de route. Les recommandations faites et les informations réunies au cours de cette mission non seulement permettraient une transition plus en douceur au Sud Kivu, mais aussi faciliteraient les prochaines étapes du désengagement de la MONUSCO et de la transition en Ituri et au Nord-Kivu.

A travers cette mission le Gouvernement, démontre son engagement d'apporter des réponses adéquates aux besoins quotidiens des communautés et à mentionner l'opportunité pour les membres du GCP d'accompagner les politiques gouvernementales.

La transition de la MONUSCO concerne tous les acteurs de la province et cette visite a fait voir la nécessité et l'importance de continuer à travailler ensemble, avec les autorités étatiques au centre de l'action, dans la transparence et le partage régulier d'information. Le lien entre le niveau provincial et le niveau central est également très important. Il faut aussi penser à capitaliser sur toutes les initiatives de développement/paix/humanitaire, les initiatives communautaire/ETD/territoriale ainsi que les

interventions prometteuses existantes, et ne pas recommencer à zéro après le départ de la MONUSCO.

Par suite du départ de la MONUSCO, les différents acteurs devront surveiller de près la situation sur le terrain en ce qui concerne les conflits, les déplacements de population, les violations des droits de l'homme et la protection des civils. Les mécanismes de monitoring existant, notamment ceux mis en œuvre par des acteurs humanitaires, sont clés et doivent être soutenus. Le gouvernement est au centre du processus et devrait mettre la sécurité et la protection de la population et des civils au cœur de sa mission. Le gouvernement a également un rôle essentiel à jouer pour garantir l'accès physique pour faciliter le travail aux humanitaires.

Une des grandes leçons à tirer de cette mission est qu'il faut planifier la transition le plus tôt possible. La préparation du désengagement et de la transition pour les prochaines zones de retrait (Nord Kivu et Ituri) devrait commencer maintenant.

Une autre leçon critique est l'importance de travailler le plus tôt possible à la mise en place des arrangements pour la protection des civils dans la perspective du départ de la MONUSCO, à travers des arrangements institutionnels définissant les rôles respectifs des institutions congolaises nationales, provinciales et locales, des comités locaux, et des partenaires, nationaux et internationaux.

II. INTRODUCTION

La mission conjointe s'est déroulée au Sud Kivu du lundi 27 au vendredi 31 mai 2024 et a réuni une trentaine des participants-es dont 3 délégués du Gouvernement national représentant le ministère des affaires étrangères et celui du Plan. Les membres du GCP dont les Nations Unis – le Coordinateur Résident (RC), la Belgique, l'Union Européenne, l'USAID, la France, la Suisse, la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon, le PNUD, la Banque Mondiale, l'UNODC ainsi qu'un représentant du Forum des ONG internationales et un représentant du Conseil National des Fora des ONG Humanitaires et de Développement de la RDC (CONAFODH) y ont aussi pris part. Nous signalons aussi la présence a dans certaines sessions de la mission conjointe ; d'une représentation du gouvernement provincial de la RDC, de l'équipe provinciale des nations unies, ainsi que des organisations internationales et nationales et de la société civile.

Cette visite intervient dans le contexte du processus de la transition et du désengagement de la MONUSCO, dont le mandat au Sud Kivu est arrivé à terme le 30 avril 2024, tel que stipulé dans la Résolution 2717 (2023) du Conseil de Sécurité¹. Cette visite devrait permettre de donner un aperçu des solutions pour une transition en douceur, mises en œuvre par le gouvernement et les partenaires. Ceci peut alimenter ensuite les réflexions pour la poursuite de l'accompagnement de la transition au Sud Kivu ainsi qu'au Nord Kivu et en Ituri (modalités, coordination, financement, etc.).

Sur le plan pratique, la mission GCP s'est déroulée sur 5 jours et s'est concentrée sur les processus de désengagement et de transition, l'impact sur la population de la province, le développement de la province (défis et opportunités) et le rôle des différents acteurs dans la transition. Des initiatives/projets de ces acteurs, directement ou indirectement liés à la transition, ont été visités. Ce qui a abouti à la formulation de recommandations qui orienteront la suite du processus et faciliteront l'engagement des bailleurs par rapport aux priorités identifiées.

Spécifiquement la mission a visé 5 objectifs à savoir :

1. Sensibiliser et informer les membres du GCP sur les processus concomitants du désengagement et de la transition, et leurs implications opérationnelles et stratégiques au Sud-Kivu ;
2. Informer les membres du GCP sur la feuille de route provinciale de transition définie par les autorités congolaises et sur les initiatives de leurs partenaires en appui à cette feuille de route ;

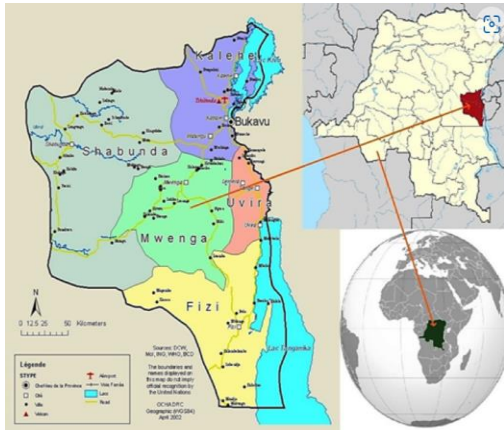
¹ Résolution 2717 (2023), art. 24 : Demande au Gouvernement congolais et à l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre du groupe de travail conjoint composé du Gouvernement congolais, de la MONUSCO et de l'équipe de pays des Nations Unies, de donner d'ici au 30 juin 2024, en coordination avec les parties prenantes concernées, y compris en consultation avec la société civile, des informations actualisées sur l'application du plan de désengagement complet et des propositions pour les prochaines étapes du retrait progressif, responsable et durable de la Mission.

3. Informer les membres du GCP sur les programmes de développement et de consolidation de la paix soutenus par les Pays-Bas, la Suisse, et d'autres bailleurs et en lien avec la transition ;
4. Informer les membres du GCP sur les lacunes et les besoins en termes d'appui, de capacités et de financement pour une transition responsable et durable ;
5. Formuler des recommandations et proposer des mesures pour la suite des processus de désengagement et de transition du Sud Kivu, au Nord Kivu et en Ituri.

III. DEROULEMENT DE LA MISSION

A. CARTE POSTALE DU SUD KIVU

Source : *International Journal of Research*



Le Sud-Kivu est une province de la République démocratique du Congo. Voisine de la province du Nord-Kivu au nord, du Maniema à l'ouest et du Tanganyika au sud, elle partage ses frontières à l'est avec le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Voici quelques informations supplémentaires sur cette province :

Géographie :

Superficie : 64 851 km² (deux fois la Belgique, son ancienne métropole, 2,5 fois le Rwanda et 2,3 fois le Burundi).

Relief : Montagnes, notamment les chaînes des Mitumba, dont le sommet de Kahuzi-Biega culmine à 3 340 m d'altitude.

Histoire :

Le Sud-Kivu est issu du découpage de l'ancienne province du Kivu en 1988.

Pendant la période précoloniale, la province était subdivisée en plusieurs royaumes, dont les principaux étaient le royaume du Bushi et celui du Buhavu.

Administration :

La province est divisée en quatre villes (Bukavu, Kamituga, Baraka, et Uvira) et huit territoires (Fizi, Idjwi, Kabare, Kalehe, Mwenga, Shabunda, et Walungu).

B. DEROULEMENT PROPREMENT DITE DE LA MISSION

Notre parcours a commencé par une visite de courtoisie auprès de **SEM Marc Malago**, Gouverneur a.i de la Province du Sud Kivu qui nous a donné l'aperçu de carte postale de la province avec ses défis et ses opportunités en matière de développement. La partie carte postale a été complétée avec les conséquences de la transition par OCHA, INSO, les ONGI/N, le Cluster de Protection.

S'en sont suivis les échanges sur le rôle des médias avec la présentation sur les résultats de l'enquête qui a été mandatée pour cette visite avec une collection des points de vue auprès des auditeurs en dehors de Bukavu. Juste après, on a eu un focus sur la transition qui a constitué le fil conducteur de la visite, processus ayant commencé dans les provinces du Kasai et de la Tanganyika il y a quelques années.

Une session a été organisée avec le gouvernement provincial (ministre de l'Infrastructure, point focal pour le processus de désengagement et de transition au niveau du gouvernement provincial) et la MONUSCO (chef du bureau du Sud-Kivu) sur le processus de l'Équipe Provinciale Intégrée de Transition (EPIT) et les

quatre différents groupes de travail (priorités stratégiques) qui ont été mis en place pour développer la feuille de route. Ensuite il y a eu différentes sessions et panels organisés sur plusieurs thèmes autour du processus de la transition avec plusieurs intervenants dans la province dont la société civile.

Les visites de terrain ont enrichi cette visite. Ces différents échanges et visites ont conduit à la mise en place d'un tableau des recommandations tant stratégiques que techniques avec des points d'action qui demandent un engagement de tous et de toutes et devront renseigner les orientations pour les étapes suivantes.

Jour 1 : Visite de courtoisie et réunion préparatoire de la mission

La délégation conjointe conduite par SEM Noel Mbemba, représentant du gouvernement et les Co-présidents du GCP, Evelien Boersma et Bruno Lemarquis, est arrivée à Bukavu le lundi 27 juin 2024 et a été accueilli par une délégation du Gouvernement ainsi que de la Coopération Suisse, de l'Ambassade du Pays Bas et du secrétariat du GCP avant de prendre sa route vers le Gouvernorat.



➤ *Gouverneur/Gouvernorat*

Dans son mot d'introduction le **Gouverneur a.i. SEM Marc Malago** a mis un accent sur la collaboration intense entre la MONUSCO et la province du Sud Kivu et a émis le vœu d'avoir un processus de la transition durable. Il a souligné la fonctionnalité de l'EPIT en certifiant que la feuille de route a été finalisée avec tous les acteurs et parties prenantes et qu'actuellement elle attend la validation qui devra se faire au niveau national. Le grand défi reste le financement de cette feuille de route avec un budget de USD 57

millions. Dans son intervention il a présenté la cartographie de la province : frontières avec 3 pays, 9 millions d'habitants selon statistiques de santé, 5% des routes dans la province (dont plusieurs nationales) sont utilisables, 95% ont besoin de réhabilitation et investissements majeurs.

Il a aussi fait remarquer **les opportunités** qui existent au Sud-Kivu en soulignant le potentiel économique de la province sous-utilisé et a fait mention de la stratégie de relance pour attirer des investisseurs dans la culture de café et l'agriculture à grande échelle et des approches qui incluent les petits producteurs. Il a brossé les principaux **défis** qui perdurent, tels que le conflit (pression du conflit au NK sur le SK), le manque d'infrastructures et le manque d'accès à la justice. Il a fait voir **les priorités de développement** à travers l'accès à la justice équitable ; les routes de déserte agricoles ; l'agriculture ; l'approvisionnement en eau potable et en énergie. Il a finalement brossé le **bilan du désengagement** de la MONUSCO avec 8 bases déjà reprises par la PNC ou la FARDC avec pour mission principale de protéger les civils et leurs biens.

Le DSRSG et coordinateur résident et co-président GCP, Bruno Georges Lemarquis, souligne l'importance de pérenniser les résultats de la présence de MONUSCO au Sud-Kivu. Il a reconfirmé que les fonds alloués à la MONUSCO ne sont pas transférés aux agences, qui opèrent essentiellement sur la base de contributions volontaires. En parlant de la feuille de route, ce sont les autorités Congolaises qui dirigent et coordonnent tandis que les partenaires accompagnent. Les véritables obstacles demeurent l'accessibilité et la situation sécuritaire. Il a conclu en rappelant que les leçons de la transition au Sud-Kivu serviront pour le processus de transition au Nord-Kivu, Ituri, et partout où les Nations Unies transitionnent ou ferment leurs missions.

Il a été complété dans cette visite de courtoise par **Evelien Boersma, Cheffe de Coopération du Pays Bas et co-présidente du GCP** en ces mots : il est important de savoir que les PTF travaillent déjà au Sud-Kivu, l'important c'est de faire mieux, et de voir comment contribuer activement à travers nos interventions au processus de la transition.

Denise Lüthi Crisan, Cheffe de Coopération Suisse et co-organisatrice de la visite GCP a aussi souligné qu'il faudra assurer une transition concertée avec la société civile, les ONG, les PTF, et les Nations Unies et a fait remarquer qu'il y a plein d'activités en cours qui peuvent contribuer au processus de la transition.

➤ *Réunion préparatoire de la Délégation*

Après la visite de courtoisie, la délégation a eu une réunion préparatoire de la mission. Un mot de bienvenue leur a été adressé par Denise Lüthi Crisan et la co-présidence du GCP. Elle a ensuite fait un rappel des objectifs de la mission, ensuite nous avons parcouru le programme et les informations logistiques. **Gorka Fagilde** a présenté, pour rappel, les leçons apprises de la mission du GCP au Tanganyika.

Jour2 : Circonscription du contexte et état des lieux du désengagement, de la transition et des arrangements de succession suivi de la visite de terrain

➤ *Équipe MONUSCO et Equipe Provinciale des Nations Unies (EPNU-SK)*

Nadine Njoya cheffe de bureau du UNHCR, présidente en exercice de l'EPNU SK, a fait un état des lieux sur le désengagement de la MONUSCO en rappelant l'historique de l'EPNU-SK. L'EPNU-SK est le prolongement du UNCT au niveau provincial²



C'est un cadre pour assurer un travail conjoint (sortir des silos) sur la base de priorités stratégiques. 13 agences (4 à Uvira et 2 à Baraka) – 250 staffs sont présents au Sud Kivu. Dans le cadre de la transition, il est prévu une réorganisation et un renforcement des agences dans la province (PNUD, UNHCR, ONU Femmes concrètement). Elle a souligné les forces de l'EPNU-SK basées sur les expériences des agences dans la mise en œuvre de programmes dans les 4 thématiques prioritaires de la feuille de route provinciale et a clôturé son intervention par les trois **défis** à garder en vue, à savoir : des ressources additionnelles seront nécessaires (il y a des plans concrets pour intensifier les activités ou augmenter/ établir la présence des agences Onusiennes dans le Sud Kivu) ; inquiétudes quant à l'impact du retrait de la Mission sur la situation sécuritaire au Sud-Kivu et l'accessibilité.

² La mise en place des Equipes Provinciales des nations unies est récente puisque le processus est en cours. C'est la première fois que ce mécanisme est mis en place en RDC, et cela se justifie par la taille du pays. Il n'y a quasiment pas d'exemple au monde ou ce mécanisme existe. Au total, d'ici fin 2024, 8 équipes provinciales (ou multi provinces dans le cas de l'espace Kasai et de la partie Equateur et Nord-Ouest du pays) auront été mises en place.



Gani Are chef de bureau de la MONUSCO Sud-Kivu, a parlé du contexte du désengagement de la MONUSCO et des implications de la transition concernant l'accès, la protection et la sécurité, etc.). Il a présenté la cartographie de la fermeture des bases restantes (Minembwe,

Mikengue, Uvira et Kavumu) dont la fermeture intégrale est prévue au plus tard à la mi-juin. Il a aussi abordé les défis du processus de désengagement : état des routes (particulièrement en saison pluvieuse) ; négociations avec les propriétaires des parcelles/bases qui ont pris plus de temps que prévu; défis logistiques aggravés par les problèmes sécuritaires, ce qui a entraîné des retards supplémentaires, nécessitant des ajustements au calendrier et une clarification dans le transfert des 'matériels de la MONUSCO ; capacités limitées du gouvernement à reprendre ces bases (FARDC, PNC).

Ensuite **Sheila Roman** Conseillère transition au Bureau Intégré a abordé les « arrangements de succession » de la transition ainsi que les différents arrangements du plan de soutien des nations unies qui a 8 priorités dont 4 sont reprises au niveau provincial. Ce plan identifie les domaines prioritaires sur lesquels la MONUSCO a travaillé, à qui ils seront transférés au sein du gouvernement et quelles agences soutiendront ce transfert. Elle a aussi expliqué le processus entamé par les agences des Nations Unies dans le cadre du désengagement/transition de la MONUSCO en présentant l'initiative de mapping auprès des acteurs opérationnels / bailleurs dans les domaines / priorités stratégiques suivantes : Protection des civils et sécurité/ renforcement des institutions, justice / appui au PDDRCS / opérations. Femmes et Jeunes, Paix et Sécurité sont des priorités transversales.

➤ **Contexte et implications de la transition sur ce dernier (accès, sécurité et protection)**

Dans cette séance nous avons eu successivement trois présentations avant de passer à la session des questions et réponses. – 3 présentations (OCHA & INSO ; Cluster de Protection – HCR & Bureau conjoint des DH ; représentants du FONGI et CONAFOHD).

OCHA : les zones d'intervention sont Bunyakiri, Minova, littoral lac Tanganyika, hauts plateaux. La présentation a abordé la problématique d'accès humanitaire dans le Sud-Kivu, et a présenté le bilan suivant : 15% (200 mille personnes) de la cible atteinte avec l'assistance humanitaire ; 1,9 millions déplacés à cause des conflits armés. Elle a aussi souligné les contraintes sécuritaires et physiques (routes et ponts en mauvaise état, inondations) ainsi qu'administratives (taxes, formalités administratives). Elle a aussi parlé de

la valeur ajoutée de la présence de la MONUSCO : protection et sécurisation des civils dans des zones hot spots et accès physique (vols, réhabilitation des routes/ ponts d'intérêt...).

INSO : La présentation était axée sur le contexte sécuritaire lié au retrait de la MONUSCO avec comme zones d'intervention les territoires de Kalehe, d'Uvira, de Fizi et de Shabunda. Elle a fait référence aux multiples crises récurrentes, aux conflits intra- et intercommunautaires, aux crises environnementales, à la détérioration des relations internationales et régionales et leur influence sur la situation sécuritaire, aux violations des droits de l'homme. Les risques latents sont l'augmentation de recrutement des enfants dans les groupes armés, les violences basées sur le genre, la vulnérabilité accrue des sites de déplacés ; l'augmentation des violations des droits de l'homme.

Cluster de Protection et Bureau Conjoint des DH (BCNDUH) : La présentation était axée sur les implications de la transition de la MONUSCO sur le plan logistique (entrave de l'accès humanitaire à cause des capacités opérationnelles des humanitaires, détérioration des voies d'accès par manque d'entretien...), sur le plan sécuritaire (vide sécuritaire dans les zones encore affectées par les conflits armés, amplification de la capacité de nuisance des groupes armés,...), sur le plan humanitaire (exposition des enfants au risque d'enrôlement / utilisation dans les groupes armés, exacerbation de la crise humanitaire déjà grave,...) et sur le plan des DH (le contexte sécuritaire et politique instable rend difficile la mise en place de mécanismes de protection et de promotion des droits de l'homme dans la province). Elle a fait référence aux tendances depuis la fermeture des bases et du retrait de la MONUSCO (vulnérabilité accrue dans les sites des déplacés internes, augmentation des violations des DH, recrudescence des cas d'enlèvement, faible déploiement et déploiement tardif des forces de l'ordre et de sécurité...).

- ✓ **Quelques recommandations du Cluster Protection** : rétablissement de l'autorité de l'État ; recours aux différentes forces régionales en vue de dissuader l'activité et la prolifération des groupes armés ; restructuration des services de défense et de sécurité (moyen terme) ; renforcer l'État de droit et la responsabilité pour les violations des DH ; appuyer les autorités judiciaires dans les enquêtes sur les violations graves des DH et du DHI ; intégrer les dimensions des DH dans les initiatives de paix, de sécurité et de développement ; soutenir les mécanismes d'alerte précoce et de prévention des violations des DH dans les zones de conflit ; offrir un soutien technique aux autorités pour la mise en œuvre de la politique de justice transitionnelle, y compris le PDDRCS.

FONGI – CONAFOHD : La Société civile est très active et joue un rôle important au Sud-Kivu et le Gouvernement joue un rôle primordial dans les activités des ONG. Les ONGI/N ont travaillé sur la cartographie des activités des ONG en Sud-Kivu (50 ONGI, 200 ONGN) avec une grande contribution des ONG travaillant dans le processus de la transition. Ils ont souligné l'importance de renforcer les structures locales et communautaires pour la sécurité car le repositionnement des groupes armés peut engendrer

des violences plus importantes (recommandation). **Les grands défis** sont la protection des civils et le suivi des cas de violation des droits de l'homme, la sécurité et l'accès humanitaire (la détérioration des infrastructures, notamment des routes, entrave l'accès physique aux zones affectées, rend difficile le transport de l'aide humanitaire, les contraintes sécuritaires internes restreignent également l'accès à certaines zones), la gestion des conflits, les défis logistiques et financiers.

Les partenariats et la coordination (des programmes transition post-MONUSCO) exigent une adaptation des stratégies logistiques et financières des ONGN pour garantir la continuité des opérations humanitaires).

- ✓ Actions stratégiques pour renforcer la résilience des communautés au Sud-Kivu : Renforcer les capacités de prévention et de gestion des conflits (soutenir les structures locales de médiation et de résolution des conflits) ; Maintenir et étendre l'accès humanitaire (garantir l'accès des organisations humanitaires aux populations vulnérables, en particulier dans les zones reculées ou affectées par les conflits) ; Protéger les droits de l'homme et les lanceurs d'alerte ; Renforcer la résilience des communautés (investir dans des programmes visant à renforcer la résilience des communautés face aux chocs et aux crises) ; Renforcer la coordination humanitaire et le partenariat avec les autorités locales ; Promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation
- ✓ Il faut travailler à travers les alliances stratégiques entre les agences de Nations Unies, les ONGI/N, aussi à travers la mise en place des consortiums et partenariats équitables.

➤ *Rôle des médias et visite radios.*



La présentation Le rôle des médias, a commencé avec **les défis du secteur** : faible Couverture par la RTNC, situation précaire des journalistes, déficits de formation pour les acteurs du secteur, cadre juridique lacunaire, manque d'accès aux sources officielles d'information, statut difficile des radios communautaires (qui sont la première source d'information pour la population), obstacles administratifs (impôts, autorisations), médias sociaux non règlementés, femmes sous-représentées dans les médias, insécurité dans les zones d'intervention. Ensuite elle a souligné le potentiel de contribuer à une culture de confiance entre

les citoyens et les FARDC/PNC et a brossé différents programmes des médias locaux et ont fait référence au rôle des médias dans le contexte de la transition et les résultats de l'enquête préliminaire faite sur la perception du départ de la MONUSCO auprès des auditeurs. Les perceptions des populations sont controversées. Si certaines sont soulagées, d'autres cependant ont la nostalgie et les mémoires de ses réalisations pendant que d'autres pensent au Statu quo. Le départ de la MONUSCO laisse un déficit toutefois une recommandation est faite sur la nécessité de continuer la synergie et les échanges d'information entre les Comités locaux de sécurité (CLS) et les médias communautaires et la possibilité de faire des émissions spécifiques sur le retrait de la MONUSCO.

Les deux programmes de média financés par la Suisse et les Pays Bas mettent l'accent sur la professionnalisation des médias et l'impact sur la cohésion sociale et la paix. Un groupe a visité les radios Mama Radio et Maendeleo tandis que l'autre a visité la centrale de monitoring des médias UNPC Sud Kivu.

- ✓ Recommandation : la survie de la radio Okapi est primordiale et le lien entre Okapi et les radios locales doit rester une priorité sur le futur format.

➤ *Désengagement/transition/feuille de route*



Cette session a été conduite par le **ministre provincial des infrastructures Monsieur Cissa Wa Numbe**. Il a brosse le contour du fonctionnement de l'Equipe Provinciale Intégrée de Transition – EPIT- qui constitue la base de la transition selon la résolution Conseil de Sécurité des Nations Unies numéro 2717 (2023). L'EPIT a été relancé le 15 février 2024 et est composé de 4 groupes techniques de travail. Elle se concentre sur la planification de transfert des tâches de la MONUSCO vers le gouvernement, avec l'appui des agences Onusiennes et des autres partenaires de développement. Il a abordé aussi le processus de la mise en place de la feuille de route sur la Transition en faisant ressortir les opportunités ainsi que les défis de sa mise en œuvre, dont les plus grands demeurent le nombre insuffisant d'effectif au niveau de la PNC et de la FARDC, l'état des routes, et les ressources limitées. Il a rappelé que l'objectif principal de l'EPIT est la

production de la feuille de route sur la transition, le suivi et évaluation de cette dernière.

La feuille de route a développée conjointement par les structures provinciales au centre du processus de la transition. Cette structure conjointe est composée du Gouvernement provincial et du système des NU (MONUSCO et agences), et de représentants des ONG internationales et de la société civile.

Il a aussi souligné l'importance, pour les prochaines étapes, de consulter et d'informer les PTF qui pourraient contribuer aux réponses à travers leurs nombreuses interventions dans la province et aussi les intégrer dans leur programmation.

Prochaines étapes :

- Confirmation des budgets par activité prioritaire par le gouvernement, les NU et les partenaires,
- Identification et confirmation des sources du financement y inclut le budget de l'État,
- Élaboration d'un mécanisme de suivi et évaluation pour la mise en œuvre de la feuille de route,
- L'EPIT doit continuer à veiller sur la mise en œuvre de la feuille de route à assurer une communication régulière.

Quelques recommandations de la délégation GCP et des participants à la session :

- ✓ Vérifier que le budget de la feuille de route inclus toutes les activités ainsi que des chiffres corrects.
- ✓ Veiller à partager les informations relatives à la feuille de route, notamment avec les PTF et ONG et continuer avec l'inclusivité pour la suite de l'exercice.

- ✓ Veiller à ce que la feuille de route soit liée aux plans de développement nationaux et provinciaux ; vérifier que ses activités soient bien intégrées dans les autres plans de développement.
- ✓ Le réengagement avec le nouveau gouvernement (aussi du point de vue financier) est nécessaire.
- ✓ Permettre à la Société Civile de contribuer et de participer qualitativement à l'EPIT
- ✓ Il faut prendre en considération la planification et les besoins urgents de la province (définir les priorités de la feuille de route et travailler avec tous les partenaires sur la suite).
- ✓ Renforcement des capacités du PDDRCS avec l'activation sur terrain pour prendre en charge les ex-combattants.

Jour 3 : Visite des projets et organisations des Panels – thème : Droits humains, sécurité et protection des civils

➤ *Visite de l'hôpital de Panzi et les victimes des violences basées sur le genre*

La délégation a visité l'hôpital Panzi. Le docteur Denis Mukwege, absent, a été représenté par **Christine de Schrijver-Schuler, la présidente de la Fondation Panzi**. Après l'accueil la délégation avec un discours transmis en écrit par Dr. Denis Mukwege, il y a eu une présentation des activités de l'hôpital Panzi et de ses partenaires, suivi d'une visite des lieux et un échange avec les victimes de violence sexuelle, conclue par la signature du livre d'or par les 2 co-présidents et le représentant du Ministère du Plan, **Mr Godefroy KAMBALE**.



Les grands défis en termes de violence basé sur le genre persistent. Le nombre de cas augmente (venant aussi des zones qui étaient stable auparavant). Les cas venant du territoire de Kalehe augmentent du fait des affrontements. Le désengagement de la MONUSCO est un risque pour la population du Sud-Kivu et réduit fortement la capacité de Panzi d'effectuer son travail par le fait que la logistique devient plus difficile. Il n'est plus possible d'atteindre certaines communautés. La présentation a insisté sur l'impunité et l'accès inéquitable à la justice, des facteurs systémiques, comme obstacle principale pour éradiquer la violence sexuelle contre les femmes. L'importance des fonds de compensation/réparation, la justice transitionnelle, et la responsabilité du Gouvernement dans la prévention ont été soulignés.

➤ **Rencontre Comité Local de Sécurité territoire d'Uvira et Commandement du commissariat de la Police Nationale Congolaise d'Uvira ville**



Le programme ESPER accompagne les régulateurs hiérarchiques provinciaux (Police

Nationale Congolaise (PNC), Inspection Générale des entités Territoriales, justice militaire) afin qu'ils exercent leur mandat d'accompagner et suivre la performance dans la gouvernance sécuritaire au niveau Comité Local de Sécurité (CLS) à la base. Ceci se fait par la capacitation, le coaching et l'appui aux missions d'itinérance/évaluation menés par ces régulateurs dans le cadre des contrats de performance signés avec eux.

Un panel a été mis en place pour les échanges et il était constitué des Membres du CLS du territoire d'Uvira et le commandement du commissariat PNC d'Uvira, Inspecteur de la Territoriale (pool Sud Kivu, Nord Kivu, Maniema), Commissaire Supérieur Principal en charge de la police publique.

Ils ont procédé à une simulation d'une séance de vérification des évidences trimestrielles liées au contrat de performance signé avec le commissariat PNC d'Uvira ville et une séance de coaching sur la mise en œuvre pratique du Décret 22/44 portant création, organisation et fonctionnement des CLS(E).

Nous retiendrons que le Nouveau cadre légale et création des CLS permettent non seulement la proximité avec les citoyens, mais aussi la prise en compte des problèmes locales, des besoins femmes/jeunesse, représentation de la Société Civile dans les CLS, la redevabilité des autorités sécuritaires augmentée, avec contrat de performance qui a augmenté, avec l'observation de la tendance de réduction des incidents sécuritaires.

➤ **Communauté protectrice de MdM (Maison de la femme)**

L'approche « communautés protectrices » a été adaptée dans tous les projets de MdM au Sud-Kivu. La rencontre avec les protagonistes du projet vise à démontrer qu'à une période où la MONUSCO quitte le Sud Kivu et où les violences faites aux femmes sont potentiellement en augmentation, une approche communautaire, portée par des citoyennes et des autorités locales et mise en œuvre par une ONG, a le potentiel de contribuer durablement à la prévention des violences. La pauvreté favorise la violence faite aux femmes, le code familial favorise l'élimination des inégalités et les victimes sont de plus en plus des jeunes femmes. Il est important d'avoir des « solutions locales à des problématiques locales » : la communauté ou l'entité très locale comme acteur protecteur contre les violences et les tensions. La police a besoin d'appui de la population pour assurer la sécurité de la population. Cette approche de protection repose sur différents principes : Participation/engagement communautaire (dans chaque quartier ou aire de santé est constitué un groupe de citoyens représentatif de l'ensemble de la communauté locale et inclusif) ;

Autonomisation des communautés (la « communauté protectrice » est un lieu de réappropriation du savoir et du pouvoir de la communauté dans la lutte contre les VS) ; Redevabilité croisée (la communauté y compris les survivantes des VS, les services publics et les autorités se demandent mutuellement des comptes par rapport à leurs propres obligations et ceux qui ont le pouvoir d’agir, le font).

Les leçons apprises : La connaissance des lois et la conscience de leurs droits renforcent le pouvoir d’agir des communautés. Pour avoir un impact dans la lutte contre les VS, il faut prendre en compte l’ensemble des déterminants, dont les rapports hommes-femmes, la place des minorités, les difficultés de réinsertion, la stigmatisation et la loi du silence (= régler en interne). C’est réducteur voire stigmatisant de travailler uniquement avec des survivants VS, d’où l’élargissement du champ des thématiques traitées à l’ensemble de la SSR, avec insistance sur la notion de droit et pas seulement d’offre de soins.

➤ *Perspectives et capacités de la société civile selon les 4 priorités stratégiques de la transition – Panel avec 10 personnes*



La discussion avec le Panel des membres de la société civile était circonscrite autour des questions ouvertes qui ont permis une plus grande discussion engagée avec la société civile.

Dans cette perspective, cette session a eu lieu avec quelques représentants de la société civile via des questions clés pour parler du contexte, aller plus proche à la population et voir la valeur ajoutée de ces acteurs locaux aussi dans l’esprit de la localisation ; donner la place aux acteurs de solution.

Les questions des discussions avec le panel ont tourné autour des thèmes sur l’état de droit/ la justice, la protection des civils, le PDDRCS et femmes et jeunes, paix et sécurité.

Quelques recommandations des panélistes :

- ✓ Pour l’opérationnalisation du programme au niveau local, penser à mettre en place le cadre de concertation pour la paix provinciale et les antennes de la PDDRCS dans les territoires.
- ✓ Que le gouvernement pense à renforcer les effectifs de la police nationale pour la protection des civils.
- ✓ Sensibiliser les jeunes pour l’appropriation de la transition.
- ✓ Le désengagement de la MONUSCO doit être suivi par l’engagement de l’état.
- ✓ Mettre en place un Plan de contingence politique pour éviter une situation telle qu’en Haïti.
- ✓ Le mécanisme de justice transitionnelle est important pour assurer une stabilité dans la province.
- ✓ Prévoir une formation pour les femmes et les jeunes afin qu’ils soient des véritables acteurs de paix.

➤ **Protection des civils : Quel système de protection après le départ de la MONUSCO**

Cette session a eu des multiples intervenants et nous retiendrons la remise du système d'alerte précoce géré par la Section des Affaires Civiles de la MONUSCO à la Protection civile provinciale et la mise en place du système d'alerte précoce avec un numéro vert et un site web ainsi que les dispositifs de collecte des alertes se basant sur des contacts communautaires et par les autorités.

Toutefois les défis restent importants. Cette session a permis de mettre en lumière la multiplicité des systèmes et des acteurs attenants à la protection des civils (monitoring), d'où l'importance d'un approfondissement des échanges entre tous les acteurs concernés sous le lead de la Protection civile, après cette visite. Les mécanismes sont assez différents (types d'informateurs, type d'information collectées, implication d'entités étatiques différentes, etc.).

La Protection civile provinciale qui devrait jouer un rôle central dans la réorganisation/harmonisation du système d'alerte précoce (Alerte book) a des capacités limitées (ressources, infrastructures, personnel et know how). Le renforcement durable des capacités étatiques reste un défi central. En dernier lieu, il est important de souligner que cette thématique de la protection des civils concerne autant les acteurs humanitaires, de développement et de paix et s'inscrit bel et bien dans une logique Nexus.

Quelques recommandations des panelistes et de la délégation GCP :

- ✓ La POC est confirmé comme un axe principal dans le processus du désengagement/transition. La MONUSCO avait comme priorité durant toutes ces années la protection des civils. Il est donc fondamental que tout soit fait le plus tôt et le plus en amont possible (ce qui n'a pas été le cas au Sud-Kivu) pour définir une nouvelle approche pour la protection des civils avec des rôles clairs pour chacun des acteurs (institutionnels, communautaires ; autorités nationales, provinciales et locales, société civile, Nations unies et partenaires). Tous les acteurs impliqués doivent contribuer et appuyer cette nouvelle approche.
- ✓ Nécessité d'harmonisation des mécanismes de monitoring/alerte précoce. Ceci nécessite un leadership fort de la Protection civile provinciale et des échanges à venir prochainement avec tous les acteurs pertinents. Un mécanisme de monitoring ne faisant sens que lorsqu'il est suivi d'une réponse, il serait intéressant de prévoir ultérieurement avec les acteurs-clé des échanges structurés et inclusifs, afin de comprendre et clarifier les duplications, les complémentarités et la valeur ajoutée de chaque acteur dans la réponse de protection.
- ✓ La Protection civile, si confirmé dans son rôle central, doit être soutenue politiquement et techniquement pour pouvoir réaliser son mandat.

Jour 4 : Visite de projets et échanges autour des projets

➤ *Visite d'un centre de Formation professionnelle, CAPA (Programme PROMOST de la DDC)*

La visite a commencé par le Centre d'Apprentissage Professionnel et Artisanal (CAPA), qui est un des centres de formation professionnelle de la ville de Bukavu appartenant à la communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (CBCA). Il offre des formations aux jeunes dans plusieurs métiers professionnels. Son infrastructure permet d'alterner la formation théorique et la pratique en atelier. Dans le cadre de cette visite, la délégation a visité trois ateliers sur les quinze existants, notamment la menuiserie, l'ajustage et soudure et la maroquinerie et cordonnerie.



Après la visite des ateliers, des échanges en présence de SEM le ministre de l'Éducation et de la formation professionnelle du Sud Kivu, se sont faits autour de la problématique de la formation professionnelle et insertion professionnelle des ex-combattants et 3 présentations des différents projets qui soutiennent ce processus ont eu lieu, suivies d'une session des questions réponses.

Les présentations se résument comme ceci :

- Ministre : a mis l'accent sur l'importance du secteur de la formation professionnelle comme alternative aux études (et au chômage qui s'ensuit) et comme perspective pour les jeunes de ne pas se retrouver dans l'illégalité (groupes armés) ; le potentiel de la formation professionnelle encore trop peu exploité ; les progrès sur le plan systémique et pratique dans la province du Sud Kivu grâce au programme PROMOST.
- Coordonnateur Operations PDDRCS : a mis un accent sur le nombre croissant de groupes armés dans l'est de la RDC (2008 : 12, 2023 : 250), dans le Sud Kivu aujourd'hui 63 groupes armés actifs (dont 4 étrangers), avec environ 14'000 effectifs, dont 4'000 enfants.
- Le Coordonnateur Programme de Swisscontact a fait une courte présentation PROMOST (Suisse), UPEG (UE via Enabel), Métiers inclusifs (USAID). Il a souligné les adaptations des formations au contexte local (formations sur le lieu de travail), travail dans le continuum : Orientation professionnelle – formation technique – accès aux microfinances – accompagnement – insertion, avec impact systémique. Il a mentionné les défis suivants dans l'implémentation du programme :

L'insécurité accrue dans les zones d'implémentation, le délabrement des infrastructures routières, le manque d'énergie, les centres de formations sous-équipés, avec mauvaises infrastructures, formateurs et gestionnaires pas suffisamment qualifiés, un faible encadrement des ex-combattants démobilisés et des enfants sortis des forces et groupes armés, et la croissance démographique.



Le Ministre provincial de la formation professionnelle a souligné le défi dans le cadre de la transition de maintenir les centres de formation professionnelle mis en place par la MONUSCO, car certains ont été détruits ou/et abandonnés. Et le contexte sécuritaire, la mobilisation des ressources financières pour le plan opérationnel provincial du PDDRCS ainsi que la recrudescence de cas de recrutement et d'utilisation des enfants par les GA).

➤ ***Une courte explication du contexte et but de la visite composition de trois groupes- International Alert***



Une brève explication sur le projet Mupaka Shamba Letu (Cross Border Trade for Peace) et Uhaki Bila Mipaka (Accès à la justice/ Clinique d'aide juridique) a été donné par International Alert et ses partenaires avant la visite sur terrain.

- **Groupe 1 : Visite du Chef du poste dans son bureau a la frontière**
Poste frontière Ruzizi I

Activité : La mise en place d'une formation pour les fonctionnaires des postes frontaliers sur les mêmes modules que ceux donnés aux femmes commerçantes a permis aux fonctionnaires des postes frontaliers de mieux comprendre leur rôle, leurs responsabilités et la manière dont le commerce transfrontalier est régi et légiféré. Dans certaines frontières où l'information ne circule pas facilement du niveau central à la frontière, ce type de formation est crucial pour aider les gouvernements à appliquer les décisions qui ont été prises au niveau central. La mutation ou le

changement constant des fonctionnaires, qui rend les formations cycliques, a été un défi pour ces activités. Points à retenir de la discussion avec le chef du poste frontalier, qui concernent le projet Mupaka Shamba Letu, sont :

- ✓ Le projet contribue à augmenter l'efficacité et la rentabilité du petit commerce transfrontalier (les femmes en profitent particulièrement).
- ✓ Les relations entre les commerçantes et les gardes-frontières sont devenues plus réglées avec ce projet, les gardes-frontières profitent également du projet par le biais de formations et d'échanges, le projet a un grand potentiel de durabilité et un impact sur la cohésion sociale transfrontalier.
- ✓ Depuis le conflit sécuritaire, il n'y a pas moins de personnes qui passent la frontière (ca. 4500 par jour), mais la pression sur les frontaliers et les fonctionnaires a augmenté en raison de la fermeture de la frontière entre 15h00 et 06h00.
- ✓ Les relations entre les gardes-frontières rwandais et congolais sont bonnes. Le poste frontière de Ruzizi I semble très bien équipé et a été construit récemment.



- **Groupe 2 : Visite de la plateforme des Commerçants Transfrontaliers de Bukavu (P-ACT Bukavu)**

Activité : Durant les années précédentes, International Alert a appuyé la structuration et/ou le renforcement de 9 Plateformes des commerçants transfrontaliers dans les 3 pays dont la P-ACT Bukavu. Les appuis et accompagnements fournis ont permis aux P-ACT d'accroître leur capacité organisationnelle en vue d'assurer la durabilité des initiatives entreprises dans ce projet en faveur des commerçantes transfrontalières.



Points à retenir :

- ✓ Le petit commerce transfrontalier est très largement dominé par les femmes (plus de 80% des commerçant(e)s sur les postes frontaliers). Il fait donc de la femme un acteur de paix important.
- ✓ D'un point de vue interne, le petit commerce est un mécanisme de survie et d'emploi pour au moins 45 000 commerçants(es) et leurs dépendent. Il constitue un moyen important de lutte contre la pauvreté, et d'autres vulnérabilités socio-économiques.
- ✓ Du point de vue régional, les liens commerciaux transfrontaliers sont une preuve visible de l'interdépendance économique entre les pays de la région, et constituent un levier important pour la croissance économique et le rapprochement entre les populations.
- ✓ Le contexte politique et sécuritaire actuel a un impact important non seulement sur certains objectifs du projet visant à amener les autorités de la région à travailler ensemble, mais aussi sur la perception que les participants ont les uns des autres et des services de l'État de part et d'autre de la frontière.

- Groupe 3 : Visite de la clinique d'aide juridique

Activité : Au cours de la première année du projet, 9 cliniques d'aide juridique ont été créées. Les hommes, les femmes et les enfants vivant dans les régions frontalières ont amélioré leur compréhension de leurs droits, grâce à des programmes de sensibilisation sur les radios communautaires émettant dans les villes frontalières. Les cliniques présentent des services de sensibilisation juridique dans leurs bureaux, mais aussi des services ambulants dans les marchés et autres lieux. La clientèle des cliniques juridiques à Goma, Bukavu et Kamanyola sont des personnes avec des problèmes commerciaux transfrontalières, personnes avec des problèmes familiales, personnes poursuivies par les autorités. Le programme mène un plaidoyer pour rendre l'accès des services plus proche aux citoyens. Maintenant l'accès physique aux services juridiques requiert aux citoyens de voyager des longues distances et ses services sont gratuits et proche aux citoyens. Les services règlent 90% des problèmes de manière amiable par la résolution négociée entre les parties. Pour des crimes graves comme la violence basée sur le genre, le programme renvoie les personnes aux instances mieux outillés, comme la Fondation Panzi. Pour les cas hautement politisés, le programme cherche d'abord des résolutions politiques avant de chercher des résolutions judiciaires.

Le programme forme également les procureurs sur les textes légaux transfrontalières car les procureurs sont souvent mutés tous les 6 mois.

➤ *Discussion panel autour de la problématique de l'exploitation des ressources naturelles et protection de l'environnement.*



La table ronde sur les conflits fonciers et les ressources naturelles, organisée par ZOA, a eu 3 panélistes – un expert de ZOA pour expliquer les approches développées à travers le projet TRIDE, Maji ya Amani pour la stabilisation et deux représentants du consortium Madini kwa Amani na Maendeleo.

L'intervenant de ZOA a montré que la sécurisation foncière collective (approche TRIDE) a été un facteur favorisant la meilleure cohésion sociale, la croissance de la production agricole, la gestion participative des ouvrages communautaires, le règlement des différends fonciers, et la dynamique associative. Ce projet n'a pas testé l'efficacité de la sécurisation collective sur les terres coutumières. C'est important de consolider les acquis de tels projets, d'investir dans le renforcement des réformes juridiques en cours en RDC et d'investir dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique provinciale de promotion de l'agriculture familiale. Les interventions du projet Madini se sont concentrées sur l'importance d'impliquer les communautés minières artisanales dans la définition d'une vision pour la sécurité et le développement de leurs zones, de travailler avec les chefs coutumiers locaux pour investir les revenus miniers dans la sécurisation et le développement de ces communautés et le rôle crucial que les structures semi-étatiques de surveillance minière au niveau territorial et provincial peuvent jouer dans la surveillance et la prévention des risques de protection et des conflits dans les zones minières. Ces types d'approches holistiques et de bas en haut/ de haut en bas sont importants (par ex : le rapport d'évaluation finale qualitative a révélé que le projet était très pertinent dans le contexte local grâce à son soutien aux forums multipartites locaux et provinciaux qui supervisent les activités minières, grâce aux tables rondes nationales qui ont réuni tous les acteurs clés de l'exploitation minière artisanale pour définir et mettre en œuvre un programme de réforme de la gouvernance minière, et grâce à la réforme juridique et au plaidoyer provincial et national visant à améliorer la gouvernance dans le secteur artisanal).

➤ **Présentation programme agricole/sécu alimentaire d'Enabel.**

Le projet vise l'amélioration structurelle et durable des conditions de vie des populations en promouvant leur résilience et leur autonomie face aux chocs économiques et climatiques. Les sites d'intervention sont : Kinshasa, Sud Ubangi, Tshopo, Kasai oriental et Haut-Lomani, Haut-Katanga et Lualaba, Sud Kivu et Maniema. Il a 4 piliers à savoir : Valoriser le potentiel de la jeunesse congolaise (formation et culture), Améliorer l'accès aux services sociaux de base (santé et éducation), Sécurité alimentaire et agriculture et Gouvernance à travers la lutte contre les violences sexuelles & impunités.



De manière général, l'intervention consiste à lutter contre l'insécurité alimentaire et améliorer les conditions de vie et de revenus par une agriculture durable, et en particulier, Améliorer la performance des systèmes alimentaires grâce à des agricultures familiale et entrepreneuriale résilientes et inclusives pour les jeunes et les femmes. L'intervention cible 151700 personnes dont 75800 femmes à Bukavu, Mwenga et Walungu.

Enabel travaille en partenariat entre autres avec le Gouvernement provincial du Sud Kivu et les entités territoriales décentralisées, les université et centres de recherche, les ONG, les banques et les microfinances, les organisations paysannes de base et les coopératives et certains partenaires privés.

➤ **Concertation interne GCP et communiqué de presse**

Jour 5 : Réunion-bilan et conférence de presse



Le cinquième jour était réservé à la réunion-bilan de la mission ainsi que la conférence de Presse (voir le communiqué de presse). La réunion-bilan a réuni tous les participants-es ainsi que la délégation gouvernementale du Sud Kivu représentée par son Ministre provincial, SEM Cissa. Après s'en est suivie la conférence de Presse. Voici les points à retenir pour le Conférence de Presse (voir aussi annexe communiqué de presse) :

- *Bruno Lemarquis* : Le fait d'effectuer cette visite ensemble avec le Gouvernement, mais aussi les ONGI/N, a été d'une haute portée étant donné que les partenaires reçoivent tous la même information au même moment ; chacun se situe par rapport à sa responsabilité aussi bien pour les actions en cours que pour les interventions projetées. Les informations réunies au cours de cette mission permettront non seulement d'appuyer une transition réussie au Sud Kivu, mais elles faciliteront aussi la tâche à l'étape de l'Ituri et du Nord-Kivu, prochaines étapes du désengagement de la MONUSCO.
- *Evelien Boersma* : Elle a dit que ça a été une semaine riche en informations utiles à leur action en appui au Gouvernement congolais. La décision de se rendre physiquement à Bukavu a été motivée par le souci de palper du doigt les potentiels sur lesquels le GCP peut s'appuyer pour maintenir l'élan d'aide en faveur des communautés. Mais aussi, cette visite a permis aux membres du GCP d'apprendre des interventions en cours, en termes des dispositions utiles à prendre pour que le désengagement de la MONUSCO n'entraîne pas un dysfonctionnement des opérations.
- *Denise Lüthi* : La Suisse avec sa base au Sud Kivu était dans une bonne position pour faire la Co-organisation de cette mission, en préparant contenu des sessions et visites des projets ensemble avec les Pays-Bas. Elle a expliqué le programme de la visite aux médias présents et a souligné les défis de sécurité et protection qui restent énormes, le rôle des médias locaux comme acteur de paix et l'importance des capacités de la société civile. Elle a mis focus sur le fait que le programme de la mission a été planifié si inclusif que possible avec toutes les parties prenantes ; que la mission a confirmé la première responsabilité de l'état congolais pour le développement, la protection des civils et la sécurité. Elle a aussi mentionné que la délégation a pu parler aux bénéficiaires et victimes, qui sont au centre de l'attention des PTF, et que la mission a pu démontrer qu'il faut (entre autres) promouvoir la contextualisation (solutions locales pour des défis locales) dans un esprit de la décentralisation.
- *Ministre Provincial des Infrastructures* : SEM Cissa Wanumbe, est intervenu pour le Gouvernement Provincial et a expliqué les 3 principales étapes historiques de 1996 à nos jours, ayant conduit l'intervention pour la stabilisation de la RDC de la MONUC ensuite celle de la MONUSCO jusqu'à son désengagement. Plus de 20 ans après, il est temps que la RDC se prenne en charge en jouant son rôle régalien pour assurer la sécurité et la protection des populations.

Cette visite de 5 jours avec les grandes délégations des PTF, Onusiennes et des organisations internationales, nationales et de la Société Civile, a permis de s'enquérir des réalités du processus afin d'éviter de retomber dans les erreurs d'hier. Il nous faut être responsable et nous préparer en conséquence. La Province du Sud Kivu avec l'appui de ses partenaires a mis sur pied une feuille de route qui détermine le sérieux avec lesquels nous devons assurer notre rôle et sécuriser nos populations pour éradiquer la pauvreté. Cela nous a conduit à mettre en place des structures techniques provinciales conjointe, EPIT pour la coordination et le suivi du processus. Notre volonté est de réussir, toutefois la volonté à elle seule ne suffit pas et il nous faut poser des actes. Avec comme résultat la fermeture des 8 bases sur 11. Ce processus sera long et pas facile, mais il est

indispensable et le Gouvernement doit assurer la suite en comptant sur l'armée et la police nationale.

- *Dr De-Joseph KAKISINGI (au nom de la CONAFOHD et du Forum des ONG Internationales (FONGI-RDC) :* Il a dit que cette mission a été inclusive et a laissé assez d'espace d'expression à la société civile. Les ONG étaient là avant, pendant et resteraient là après la MONUSCO. La transition n'est pas le point zéro. Beaucoup de choses ont existé même avant la MONUSCO, il va donc falloir apprendre du passé et pas toujours recommencer à zéro. Il sera nécessaire d'avoir un plan commun et non chacun son plan car « trop de plans tuent le plan ». Maintenant que la MONUSCO part, il va se poser un problème d'accès pour certaines agences à causes de leurs protocoles sécuritaires. Pour pallier le vide, il va falloir tisser des alliances stratégiques entre les agences des Nations Unies et les ONG à travers des partenariats stratégiques et équitables pour pouvoir continuer à délivrer la réponse humanitaire. Important de voir le gouvernement mettre la protection de la population au cœur de sa mission et pouvoir rétablir la sécurité et l'accès physique pour faciliter le travail aux humanitaires. La grande leçon à tirer pour cette mission est qu'il faut se préparer tôt pour ne pas être surpris par les événements.

IV. RECOMMANDATIONS

Les observations qui ont conduit à des recommandations sont présentées sous forme de tableau avec l'établissement des responsabilités et des délais de leur mise en œuvre. Nous soulignons qu'elles sont plus générales mais aussi principales et que celles techniques ont été mises en exergue dans le déroulement de la mission et elles concernent aussi la transition au Nord Kivu et en Ituri.

N	DOMAINES	RECOMMANDATIONS	RESPONSABLES	DELAJ	COMMENTAIRES
1	Désengagement et Transition en général	<ul style="list-style-type: none"> - La Transition va se mélanger avec le développement de la province, mais dans les premières années, les différents acteurs doivent se concentrer sur cette transition et les priorités de la feuille de route. - Que , la communauté des bailleurs et l'État tiennent compte des activités de la feuille de route dans leur programmation. - 	Tous les acteurs	2 ans à venir	
2	Désengagement et Transition -	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller a alignement des interventions et tenir compte des besoins de financement additionnel pour le transfert des taches de la MONUSCO au gouvernement - Consulter toutes les parties prenantes, sans oublier les PTF dans le processus de désengagement 	GCP et ses partenaires		
3	Désengagement/ Transition - Nécessité que l'État reste au centre	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition de ressources et communication ; une grande partie de la feuille de route doit être financée par l'État. - Assumer le lead dans la coordination. 	État Congolais via les délégués des différents ministères pour le		

		<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la conservation des connaissances (continuité de l'administration) même s'il y a changement de gouvernement (national et provincial). 	désengagement et la transition		
4	EPIT et Feuille de Route Sud Kivu et prochaines étapes	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer le gouvernement avec l'atelier de l'alignement et en assurer le suivi des recommandations 	Bailleurs, ONGI/N, NU avec un soutien du bureau intégré		
		<ul style="list-style-type: none"> - Pour chaque plan avoir la clarté sur les activités et le financement à engager - Eliminer les doublons des activités 	État Congolais et NU, PTF		
		<ul style="list-style-type: none"> - Les groupes de travail continueront à veiller sur la mise en œuvre de la feuille de route – - Mis en place des indicateurs dans le système de suivi évaluation. 	EPIT Sud Kivu et partenaires techniques et financières		
5	EPIT/ Feuille de route Sud Kivu – mécanisme de suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Élaboration d'un mécanisme de suivi et évaluation pour la mise en œuvre de la feuille de route. Au cours de l'an prochain, - Les parties prenantes doivent surveiller de près la situation sur le terrain en ce qui concerne le conflit, les déplacements de population, les violations des droits de l'homme et la protection des civils. - Engager un plaidoyer afin de garantir l'accessibilité des certains territoires pour assurer le suivi 	EPIT Sud Kivu et partenaires techniques et financières		

6	EPIT/ Feuille de route - Engagement des acteurs locaux et de la société civile	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à inclure les organisations de base et la société civile dans les analyses sociales et capitaliser leurs connaissances des contextes. 	ONG L/N et SC/ PTF/ONU		
7	Processus du désengagement et de la Transition et leçons apprises pour les autres provinces	<ul style="list-style-type: none"> - Commencer le lancement d'EPIT dans les autres provinces concernées par la transition (gestion du temps a été difficile pour le Sud Kivu). - Inclure et informer à temps réels les PTF pour prise en compte dans leurs programmations et expertise. - Capitaliser les connaissances techniques des membres de l'EPIT 	État Congolais avec la MONUSCO - EPIT Nord Kivu et Ituri	Dès que possible	
8	Mettre l'accent sur la Protection des Civils (POC)	<ul style="list-style-type: none"> - Faire un plaidoyer pour que le Gouvernement renforce des dispositifs sécuritaires et le nombre des FARDC et PNC a temps opportun - Renforcement des mécanismes communautaires et structures de protection et nécessité d'harmonisation des mécanismes de monitoring/alertes précoce. - Protection civile à porter la responsabilité d'un dispositif de PoC et jouer un rôle de coordination plus efficace. Système alerte précoce fonctionnel doit être mise en place. - Soutenir politiquement et techniquement la Protection civile, si confirmé dans son rôle central, pour pouvoir réaliser son mandat. 	État Congolais L'ensemble des acteurs de protection Protection civile avec l'appui des NU (Cluster de Protection/		

			UNHCR, PNUD,) et ONGI/N État Congolais et partenaires techniques/ financières		
9	Renforcement de la Coordination	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la coordination entre les bailleurs bilatéraux et les partenaires du GCP, y inclus pour leurs interventions au niveau provinciale. 	État Congolais avec l'ensemble des acteurs et partenaires techniques/ financières		
10	Activation du Nexus	<ul style="list-style-type: none"> - Pour une meilleure coordination entre les parties prenantes travaillant dans le nexus en appuyant le plaidoyer pour l'adoption du décret du CCOAD qui constitue une porte d'entrée pour le Nexus - Renforcer la collaboration entre les partenaires Nexus et l'EPIT au SK - Attirer les grands acteurs comme les IFI, IFAD et le secteur privé. 	État Congolais pour réactiver le NCT ensemble avec tous les partenaires Nexus		

V. CONCLUSION

La visite conjointe a rassemblé plus de 250 personnes dans les différents réunions et visites de projets. Tenant compte des Objectifs spécifiques de la mission et des projets visités qui ont mis en exergue les différents opportunités et défis du désengagement et du processus de la transition dans le contexte humanitaire et de développement dans le Sud Kivu en particulier et les autres provinces à venir, tous les participants-es ont été sensibilisés et informés sur les Processus concomitants du désengagement et de la transition, et les implications opérationnelles et stratégiques au Sud-Kivu.

La feuille de route provinciale de transition est du moins comprise, bien qu'il reste la validation au niveau national et les membres du GCP et les autres parties prenantes en sortent informer en ce qui concerne les lacunes et les besoins en termes d'appui, de capacités et de financement pour une transition responsable et durable.

Le tableau de recommandations déterminera des actions à mettre en place ainsi que des mesures pour la suite des processus de désengagement et de transition du Sud Kivu, au Nord Kivu et en Ituri.

Les prochaines étapes à prendre en compte sont l'organisation d'une réunion bilan pour les différents participants-es et les parties prenantes intéressées ainsi que le plaidoyer avec le gouvernement pour la prise en compte des différentes observations de la mission ainsi que l'accompagnement de tous les acteurs au processus de la transition.

VI. ANNEXES

1. Liste des Participants

N	PARTICIPANTS	INSTITUTION	EMAIL	FUNCTION
	Gouvernement			
1	Noel Mbemba	Ministère des Affaires Étrangères		Délégué Général du GOV DRC chargé de la MONUSCO
2	Sylvie Tshiana	Ministère des Affaires Étrangères		Assistante Transition
3	Godefroid Kambale	Ministère du Plan		Expert du Ministère du Plan
	UN/MONUSCO			
4	Bruno Lemarquis	UN RCO	bruno.lemarquis@un.org	DSRSG/HC/RC
5	Alin POP	UN	alin.pop@un.org	CP
6	Ameen ALABSI	UN	alabsi@un.org	CP
7	Damien Mama	UNDP	damien.mama@undp.org	Representant Resident
8	Mame Bougouma	UNODC	mame.diene@un.org	Coordonnateur UNODC
9	Jane Marie	UNODC (UNODC ROSAF).	jane.ongolo@un.org	Représentante Régionale
10	Elizabeth Monzili	UN RCO	elizabeth.monzili@un.org	Secrétariat GCP
11	Joseph Mankamba	UN RCO	mankambadibaya@un.org	Communication RCO
12	Audrey Vacheron	UN RCO	audrey.vacheron@un.org	Conseillère Liaison et Coord. ONU – IFI
13	Sheila Romen	UN Bureau Intégré	romen@un.org	Conseillère transition au Bureau Intégré
	PTF			

14	Evelien Boersma	Ambassade des Pays Bas	evelien.boersma@minbuza.nl	Cheffe de Coopération
15	Michiel Smet	Ambassade des Pays-Bas	michiel.smet@minbuza.nl	Premier Secrétaire Chef de bureau Goma
16	Eric Willemaers	Ambassade de Belgique	eric.willemaers@diplobel.fed.be	Chef de Coopération
17	Friederike Fuhlrott	Ambassade d'Allemagne	wz-1@kins.diplo.de	Cheffe de Coopération
18	Gorka Fagilde	Ambassade de Suède	gorka.fagilde@gov.se	Conseillère Nexus
19	Denise Lüthi Crisan	Ambassade Suisse	denise.luethi@eda.admin.ch	Directrice Coopération suisse en RDC
20	Delphine Altwegg	Ambassade Suisse	delphine.altwegg@eda.admin.ch	Directrice de coopération adjointe
21	Gauthier Leprêtre	Ambassade de France	gauthier.lepretre@diplomatie.gouv.fr	1er Conseiller
22	Minako Suga	Ambassade du Japon	minako.suga@mofa.go.jp	Première Secrétaire
23	John Dunlop	USAID	jdunlop@usaid.gov	Directeur
24	Dhivi Wikpa	USAID	WikpaD@state.gov	USAID Goma
25	Antonio Capone	Union Européenne	antonio.capone@eeas.europa.eu	
26	Tatiana Weber	World Bank	tweber@worldbank.org	Conseillère Gouvernance
	ONG			
27	Luc Lampriere	Forum ONGI	representant@forumongi-rdc.org	Directeur FONGI
28	Dr De-Joseph KAKISINGI	CONAFOHD	dejokakis@gmail.com	Directeur CONAFOHD
	FACILITATION			
29	Christiane Buesser	Ambassade Suisse	christine.buesser@gmail.com	Consultante

2. Note conceptuelle : Mission GCP au Sud Kivu

1. Contexte

La MONUSCO cessera sous peu ses activités au Sud-Kivu, tel que stipulé dans la Résolution 2717 du Conseil de Sécurité. Dans un contexte qui reste fragile, de nombreux acteurs craignent l'impact négatif du départ sur certaines communautés, notamment en termes de protection des civils/droits humains. D'autres dimensions, comme l'accès physique, la situation sécuritaire, la logistique et la vie socio-économique pourraient également être affectées.

L'Équipe Provinciale Intégrée de Transition (EPIT), composée des autorités provinciales, des Nations Unies (MONUSCO et agences), ainsi que de représentants de la société civile et des ONG internationales, travaille sur une feuille de route provinciale de transition qui sera appuyée par les partenaires, dont les agences des Nations Unies, les ONGI, et la société civile. En ce qui concerne les conséquences à court terme du retrait, un plan de contingence post MONUSCO a été élaboré, sous la coordination d'OCHA, et la Coordination Opérationnelle Provinciale Humanitaire (COPH) Sud Kivu & Maniema.

Le Sud Kivu se trouvant à un moment charnière, une mission du Groupe de Coordination des Partenaires (GCP) a donc été planifiée dans la province, avec un focus sur le désengagement de la MONUSCO et la transition. La Suisse et les Pays Bas – les deux ayant une présence dans les Kivu – se sont proposés comme Co-leads pour organiser cette visite de terrain, envisagée du 27 au 31 mai 2024. La mission est conjointement organisée avec le bureau du Coordonnateur Résident.

Cette visite permettra de donner un aperçu des solutions pour un développement durable, mises en œuvre par le gouvernement et les partenaires, dans un contexte défiant de désengagement et de transition de la MONUSCO dans la province. Ceci alimentera ensuite les réflexions pour la poursuite de l'accompagnement de la transition au Sud Kivu ainsi qu'au Nord Kivu et en Ituri (modalités, coordination, financement, etc.). En outre, les conclusions de la visite contribueront aux processus politique du désengagement/transition notamment lors du rapportage de juin auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour assurer un retrait progressif, responsable, et durable de la MONUSCO.

Sur le plan pratique, la mission GCP se déroulera sur 5 jours (2 jours de voyage, 3 jours sur place) et se concentrera sur les processus de désengagement et de transition, l'impact sur la population de

la province, et le rôle des différents acteurs dans la transition. Des initiatives/projets de ces acteurs, directement ou indirectement liés à la transition, seront visités. Ce qui pourra résulter dans la formulation de recommandations qui orienteront la suite du processus et faciliteront l'engagement des bailleurs par rapport aux priorités identifiées.

2. Objectifs spécifiques de la mission

- Sensibiliser et informer les membres du GCP sur les processus concomitants du désengagement et de la transition, et leurs implications opérationnelles et stratégiques au Sud-Kivu ;
- Informer les membres du GCP sur la feuille de route provinciale de transition définie par les autorités congolaises et sur les initiatives de leurs partenaires en appui à cette feuille de route ;
- Informer les membres du GCP sur les programmes de développement et de consolidation de la paix soutenus par les Pays Bas et la Suisse et en lien avec la transition ;
- Informer les membres du GCP sur les lacunes et les besoins en termes d'appui, de capacités et de financement pour une transition responsable et durable ;
- Formuler des recommandations et proposer des mesures pour la suite des processus de désengagement et de transition du Sud Kivu, au Nord Kivu et en Ituri.

3. Participants / délégation

- Membres du GCP : Chefs de coopération, Coordinateur Résident, Chefs des agences
- Une représentation des autorités de la RDC : niveau national et provincial
- Directeurs du Forum des ONGI et CONAFOHD

Post visite

À confirmer Séance à Kinshasa avec management MONUSCO et membres Conseil de Sécurité/Ambassadeurs/etc. À confirmer

3. Programme 27-31 mai 2024

Arrivé	Départ	Activité	Lieu	Responsables/Remarques
Jour 1/27.05.2024				
06h00	12h45	Transfer Kinshasa-Goma-Kavumu	Aéroport	Vol. MONUSCO à Kavumu
13h00	14h00	Déplacement Kavumu-Bukavu		
14h15	15h45	Gouverneur/Gouvernorat (Avec ministère du plan et ministère des affaires intérieures)	Opposite du Gouvernorat (dans la salle du ministère des statistiques)	<ul style="list-style-type: none"> • Protocole • Carte postale de la province • Désengagement de la MONUSCO • Défis et opportunités de la transition en cours Média : Bruno Lemarquis, Evelien Boersma, Denise Lüthi
15h45	16h15	Déplacement		
16h15	16h45	Check in		
16h45	17h45	Réunion préparatoire de la Délégation Flip Charts et marquer	Hôtel Bégonias	<ul style="list-style-type: none"> • Bienvenu/ouverture (Denise Lüthi, Suisse/Evelien Boersma, Pays Bas/Bruno Lemarquis, RC) • Présentation des participants (Christine Büesser, modératrice) • Objectifs de la mission (Denise Lüthi, Suisse) • Agenda (Michiel Smet, Pays Bas) et sélection des groupes pour visites projets (mardi et jeudi) • Logistique (Elizabeth Ilunga Monzili, secrétariat GCP)
18h30		Diner sur le toit de l'hôtel Bégonias		
		Nuit à Bukavu		

Arrivé	Départ	Activité	Lieu	Responsables/Remarques
Jour 2/28.05.2024				
08h00	09h30	Équipe MONUSCO et United Nations Provincial Team (UNPT)	Hôtel Bégonias	Gani Are (MONUSCO)/État des lieux sur le désengagement Sheila Romen (Bureau Intégré) /planification UN autour de la transition et les <i>successor arrangements</i> Nadine Njoya (HCR)/UNPT au Sud Kivu
09h30	10h00	Pause-café	Hôtel Bégonias	
10h00	11h30	Thème : Contexte et implications de la transition sur ce dernier (accès, protection, sécurité, etc.) <ul style="list-style-type: none"> • INSO • Forum des ONGI • CONAFOHD • COPH, notamment via OCHA et autres représentants sélectionnés • Cluster protection (HCR) • Bureau conjoint des droits de l'homme (BCNUDH) 	Hôtel Bégonias	<ul style="list-style-type: none"> • Trends depuis la fermeture des bases et retrait de la MONUSCO • Recommandations
11h30	12h30	Déjeuner avec panélistes	Hôtel Bégonias	
12h30	13h30	Rôle des médias Présentation des programmes Rôle des médias dans la transition Résultat de l'enquête préliminaire auprès des auditeurs	Hôtel Bégonias	<ul style="list-style-type: none"> • Modération Pays Bas / Suisse • La Benevolencija, RATECO, SYMUF • La Benevolencija, RATECO et UNPC
13h30	14h00	Déplacement		
14h00	15h30	Visite Radios Groupe 1 : Visite de Mama Radio et Radio Maendeleo	AFEM/Radio Maendeleo Bureau UNPC	LOGISTIQUE : 2 BUS au moins <ul style="list-style-type: none"> • Julienne Baseke Directeur AFEM, Thai Baluga, Directeur de la radio Maendeleo

Arrivé	Départ	Activité	Lieu	Responsables/Remarques
		Groupe 2 : Visite de la centrale de monitoring des médias-UNPC Sud-Kivu		<ul style="list-style-type: none"> Président de l'UNPC Composition des deux groupes à 16 personnes
15h30	16h00	Déplacement + café		
16h00	17h30	Thème : Désengagement/transition/feuille de route EPITs + Représentants du Gouvernement du Sud Kivu selon les 4 priorités de la feuille de route de la Province	Hôtel Bégonias	Lead chez ministre des Infrastructures Cissa : Eléments qui peuvent être intégré dans les discussions : <ul style="list-style-type: none"> Fonctionnement Feuille de route Défis et opportunités
17h30	18h15	Petite pause		
18h15	18h30	Déplacement		
18h30	20h30	Cocktail informel	Résidence Suisse	Résidence Denise Lüthi, Cheffe de Coopération suisse Lieu : à côté de l'ancienne résidence de la cheffe MONUSCO (près des Xavériens)
20h30	20h45	Déplacement		
		Nuit à Bukavu		
Jour 3/29.05.2024				
08h00	08h30	Déplacement		
08h30	10h30	Thème : droits humains, sécurité et protection des civils Visite de l'hôpital de Panzi et fondation Panzi (thème : prise en charge holistique et prévention)	Hôpital de Panzi / Fondation Panzi	Modération Suisse
10h30	11h00	Déplacement		

Arrivé	Départ	Activité	Lieu	Responsables/Remarques
11h00	11h55	Rencontre Comité Local de Sécurité territoire d'Uvira et Commandement du commissariat de la Police Nationale Congolaise d'Uvira ville <ul style="list-style-type: none"> - Coaching / simulation accompagnement par ESPER - Evaluation par le régulateur (Inspection générale de la territoriale) 	Station de police à la Botte	Modération Pays Bas
11h55	12h05	Transfert à pied du groupe, traverser la route		UNDSS
12h05	13h00	Communauté protectrice de MdM (Maison de la femme)	Maison de la femme à la Botte	Modération Suisse et MdM
13h00	13h30	Déplacement		
13h30	14h30	Déjeuner	Hôtel Bégonias	
14h30	16h00	Thème : Perspective et capacités de la société civile selon les 4 priorités stratégiques de la transition Réunion avec la société civile <ul style="list-style-type: none"> • Défis, capacités et opportunités de ces acteurs dans le cadre de la transition 	Hôtel Bégonias	Modération
16h00	16h30	Pause-café avec les panelistes	Hôtel Bégonias	
16h30	18h30	Protection of Civilians "Quel système de protection après le départ de la MONUSCO " Réunion avec les acteurs principaux sur le système d'alerte précoce <ul style="list-style-type: none"> - Protection Civile (Gouvernement) - Monusco/ Affaires Civiles - UNHCR (Protection Cluster Lead) 	Hôtel Bégonias	Modération

Arrivé	Départ	Activité	Lieu	Responsables/Remarques
		- OCHA - Représentants des ONGI et ONGN Note : Il y a d'autres personnes responsables (agences, ONGI/N) qui vont être invitées dans le public		
18h30	18h50	Petite pause		
18h50	19h10	Déplacement		
19h10	20h45	Cocktail dinatoire organisé par les Pays-Bas	Wendy's Bar	
20h45	21h00	Déplacement		
		Nuit à Bukavu		
Jour 4/30.05.2024				
7h30	8h00	Déplacement vers CAPA		
8h00	9h00	Visite d'un centre de Formation professionnelle, CAPA (Programme PROMOST de la DDC)	CAPA	Swisscontact + Suisse Centre CAPA
9h00	10h00	Échange autour de la problématique de la formation professionnelle et insertion professionnelle des ex combattants	Salle à CAPA	Swisscontact + Suisse
10h00	10h30	Déplacement		
10h30	11h00	Pause-café, courte explication du contexte et but de la visite Composition de trois groupes	Hôtel Bégonias	International Alert Composition de tris groupes à 10
11h00	11h20	Déplacement en 3 équipes différents	Frontière de Ruzizi 1	
11h20	12h10	Visite des projets Mupaka Shamba Letu et Accès à la justice Groupe 1 : Chef du poste dans son bureau a la frontière (Lead : Narcisse Zihindula) en bus	Frontière de Ruzizi 1	International Alert + Suisse (Mupaka Shamba Letu) International Alert + Pays Bas (Accès à la justice) En 3 équipes différentes (une à pied et deux par bus)

Arrivé	Départ	Activité	Lieu	Responsables/Remarques
		Groupe 2 : Groupe des Femmes Commerçantes – dans l'un des bureaux à la frontière (Yvonne Tshikudju et Lucy Williams) en bus Groupe 3 : Clinique Juridique (Laurent Passicousset) par pied		
12h10	12h30	Déplacement et réinstallation		
12h30	13h00	Debrief et questions		Modération : Intl. Alert et Déo B.
13h00	14h00	Déjeuner avec International Alert	Hôtel Bégonias	
14h00	15h30	Discussion panel autour de la problématique de l'exploitation des ressources naturelles et protection de l'environnement	Hôtel Bégonias	ZOA + Pays Bas Modérateur : Michiel Smet Lien entre l'exploitation des ressources naturelles, la dynamique des conflits (cohésion sociale intercommunautaire et paix) et impact sur la stabilité post Monusco.
16h00	17h30	Pause-café intégrée avec présentation programme agricole/sécu alimentaire d'Enabel		Belgique
17h30	18h15	Pause et délégation fait les paiements avec l'hôtel		
18h15	19h00	Concertation interne GCP et communiqué de presse		Préparation du debriefing et conférence de presse, Modération par la modératrice (Christine Büesser)
19h00	19h30	Déplacement		
19h30	21h00	Diner à Coco Lodge/Pizza		
21h00	21h15	Déplacement		
		Nuit à Bukavu		
Jour 5/31.05.2024				

Arrivé	Départ	Activité	Lieu	Responsables/Remarques
07h30	08h30	Debriefing et recommandations	Hôtel Bégonias	Lead : Bruno Lemarquis Avec le Gouvernement provinciale Discussion interactive (membres de la délégation)
08h30	09h30	Conférence de presse	Hôtel Bégonias	Lead chez UN RCO Unité de communication Communiqué de presse à consulter avec la délégation Avec Gouvernement provinciale
09h30	10h30	Déplacement Bukavu Kavumu, partir ponctuellement	Hôtel Bégonias	
11h30		Transfert Kavumu-Goma-Kinshasa	Aéroport	MONUSCO
Post mission				
		Séance à Kinshasa avec management MONUSCO et membres Conseil de Sécurité/Ambassadeurs/etc.		

4. Lien de la vidéo de la visite conjointe

<https://youtu.be/RBftUPioaqY?feature=shared>

Pour le GCP
Elizabeth MONZILI



La délégation du GCP a Panzi Hospital, mercredi 29 mai 2024.